



Conseil économique et social

Distr. générale
15 août 2017
Français
Original : anglais

Commission économique pour l'Europe

Conférence des statisticiens européens

Soixante-cinquième réunion plénière

Genève, 19-21 juin 2017

Rapport de la soixante-cinquième réunion plénière de la Conférence des statisticiens européens

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	3
A. Participation.....	3
B. Ordre du jour et procédure.....	3
C. Déclarations liminaires	3
II. Questions découlant de la quarante-huitième session de la Commission de statistique de l'ONU et de la soixante-septième session de la Commission économique pour l'Europe	3
III. Mesurer la pauvreté.....	5
A. Introduction	5
B. Difficultés méthodologiques soulevées par la mesure de la pauvreté	5
C. Comparabilité des mesures de la pauvreté entre pays et dans le temps	6
D. Marche à suivre.....	6
IV. Prochaine génération de statisticiens et de spécialistes de la science des données	7
A. Introduction	7
B. Comment un statisticien officiel peut-il devenir un spécialiste de la science des données ?	8
C. Rôles futurs des statisticiens	8
D. Les universités forment-elles des étudiants à travailler dans les bureaux nationaux de statistique ?	9
E. Résumé et conclusions.....	9
V. Intégrer les données géospatiales et les statistiques officielles	10
VI. Travaux du Groupe de travail de haut niveau sur la modernisation de la statistique officielle	11



VII.	Rapports, directives et recommandations élaborés sous les auspices de la Conférence.....	11
A.	Guide sur la mesure de la pauvreté	11
B.	Statistiques pour les objectifs de développement durable – Feuille de route	12
C.	Ensemble d'indicateurs clefs relatifs aux changements climatiques.....	13
D.	Utilité de la statistique officielle	13
E.	Travaux domestiques non rémunérés.....	14
F.	Communication des projections démographiques	15
VIII.	Coordination des travaux internationaux de statistique dans la région de la Commission économique pour l'Europe	15
A.	Résultats des examens approfondis effectués par le Bureau de la Conférence des statisticiens européens	15
B.	Échange et partage de données économiques	16
IX.	Sous-programme statistique du programme de travail de la Commission économique pour l'Europe	17
A.	Rapports de la Conférence ainsi que du Bureau et des équipes de spécialistes	17
B.	Documents concernant la planification du sous-programme statistique de la Commission économique pour l'Europe	17
X.	Choix des thèmes des séminaires à organiser au cours de la réunion plénière de 2018 de la Conférence des statisticiens européens.....	18
A.	Mesurer ce qui compte – élargir la statistique officielle	18
B.	Faire passer le message : réflexions stratégiques sur la modernisation de la communication statistique.....	18
IX.	Élection du Bureau de la Conférence	18
Annexe		
	Séminaire sur la prochaine génération de statisticiens et de spécialistes de la science des données – Note établie par les organisateurs du séminaire (Finlande et Eurostat)	19

I. Introduction

A. Participation

1. La Conférence des statisticiens européens (la Conférence) a tenu sa soixante-cinquième réunion plénière à Genève du 19 au 21 juin 2017. Des représentants des pays suivants y ont participé : Albanie, Allemagne, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bélarus, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Israël, Italie, Japon, Kazakhstan, Kirghizistan, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Mexique, Moldova, Monténégro, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouzbékistan, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Corée, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tadjikistan et Ukraine.

2. Étaient aussi représentés à la Conférence l'Association européenne de libre-échange (AELE), la Banque centrale européenne (BCE), la Banque mondiale, le Comité inter-États de statistique de la Communauté d'États indépendants (CEI-STAT), la Commission économique eurasienne, la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), la Commission européenne (Eurostat), la Division de statistique de l'ONU, le Fonds monétaire international (FMI), l'Institut interaméricain de statistique (IIS), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et ONU-Femmes.

3. Les organisations du secteur privé et universités ci-après étaient représentées : Celgene International, École polytechnique fédérale de Lausanne (Suisse), École nationale de la statistique et de l'analyse de l'information (ENSAI, France) et Université Bocconi.

B. Ordre du jour et procédure

4. L'ordre du jour provisoire (ECE/CES/92) a été adopté.

C. Déclarations liminaires

5. M^{me} M. Bruun, présidente de la Conférence, a présidé la réunion plénière de la Conférence. M^{me} O. Algayerova, secrétaire exécutive de la CEE, a déclaré la réunion ouverte et a souhaité la bienvenue aux participants.

II. Questions découlant de la quarante-huitième session de la Commission de statistique de l'ONU et de la soixante-septième session de la Commission économique pour l'Europe

Documentation : ECE/CES/2017/1.

6. M. S. Schweinfest, de la Division de statistique de l'ONU, a informé la Conférence des résultats de la quarante-huitième session de la Commission de statistique de l'ONU :

a) Les Principes fondamentaux de la statistique officielle, élaborés dans le cadre de la Conférence et approuvés par l'Assemblée générale en 2014, offrent un exemple remarquable du rôle clef que joue la Conférence pour ce qui est de promouvoir les travaux statistiques dans la région et au-delà ;

b) La Commission de statistique a adopté la résolution relative aux *Travaux de la Commission de statistique sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030*, y compris l'ensemble des indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable, en mars 2017. La liste des indicateurs a été adoptée en juin 2017 par le Conseil économique et social (ECOSOC) et en juillet par l'Assemblée générale des Nations Unies ;

c) La Commission de statistique a passé en revue les travaux de statistique menés dans la région de la CEE, notamment les résultats des travaux portant sur l'utilité de la statistique officielle, la législation statistique, les changements climatiques, les événements extrêmes, la pauvreté, la production mondiale et la modernisation de la statistique officielle. Les recommandations de la Conférence relatives au capital humain et aux registres des entreprises ont été communiquées pour consultation à l'échelle mondiale, étant donné l'utilité élevée qu'elles présentent pour les pays situés en dehors de la région de la CEE. La coopération entre la CEE et la Division de statistique de l'ONU est bonne et, dans plusieurs domaines, les travaux de la CEE servent de point de départ pour les travaux menés à l'échelle mondiale.

7. M^{me} L. Bratanova, de la CEE, a informé la Conférence des résultats de la session d'avril 2017 de la CEE ainsi que du premier Forum régional de la CEE pour le développement durable.

a) Le premier Forum régional de la CEE pour le développement durable s'est tenu le 25 avril 2017 et comportait une table ronde sur le thème « Données et surveillance ». Les débats ont porté sur le rôle et les limites des statistiques officielles, la coopération entre les décideurs et les statisticiens, le renforcement des capacités statistiques et la nécessité d'une coordination et d'une coopération entre les différents acteurs impliqués dans la présentation des informations relatives aux objectifs de développement durable (ODD).

b) À sa session, la CEE a décidé de collaborer plus étroitement avec le Comité régional Europe de l'Initiative des Nations Unies sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale (pour plus de détails, voir la section V du présent rapport).

c) À sa session, la Commission a été invitée à offrir une plateforme pour une intégration économique plus poussée, en renforçant la collaboration entre les pays et l'appui à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Les initiatives conjointes avec les partenaires clefs joueront un rôle déterminant pour la réussite de ces travaux.

1. Décision prise par la Conférence

8. La Conférence a confirmé les décisions prises à la quarante-huitième session de la Commission de statistique de l'ONU qui ont des incidences sur ses travaux, telles que présentées dans le document ECE/CES/2017/1, à savoir :

a) La Conférence a pris acte de la résolution relative aux *Travaux de la Commission de statistique sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030*, adoptée par la Commission de statistique puis par l'ECOSOC et l'Assemblée générale des Nations Unies. En outre, à l'alinéa e) de sa décision 48/104, la Commission de statistique a reconnu l'importance de la collaboration entre les commissions régionales pour le règlement des problèmes communs de développement des statistiques, en particulier ceux qui ont trait à la nécessité de renforcer les systèmes statistiques dans le contexte du Programme de développement durable à l'horizon 2030 ;

b) La Conférence a demandé un renforcement de la collaboration entre la Division de statistique et les commissions régionales, cela étant particulièrement important dans le contexte des statistiques relatives aux ODD, par exemple pour clarifier la question des flux de données ;

c) La Suisse, occupant la vice-présidence de la Commission de statistique de l'ONU, a rappelé les résultats de l'audit interne des travaux de statistique de l'ONU effectué en 2016, qui préconisait d'étudier la possibilité de désigner un haut fonctionnaire comme statisticien en chef de l'ONU ;

d) La Conférence a pris acte de la conclusion du premier Forum régional de la CEE sur le développement durable, selon laquelle « les systèmes nationaux de statistique ont un rôle central à jouer dans la production, la diffusion et l'administration des données », constat qui va dans le même sens que la *Déclaration sur le rôle des bureaux nationaux de statistique dans la mesure et le suivi des objectifs de développement durable*, adoptée par la Conférence des statisticiens européens à sa réunion plénière de 2015 (ECE/CES/89/Add.1) ;

e) La Conférence a pris acte de la conclusion formulée à la soixante-septième session de la CEE, selon laquelle « le travail accompli par la CEE dans le domaine statistique est d'une haute qualité, très apprécié et largement utilisé, y compris au-delà de la région, car il est essentiel pour promouvoir des outils de mesure permettant d'éclairer la prise de décisions ». La Commission a en outre déclaré que « le suivi de la mise en œuvre des ODD nécessite de renforcer la capacité statistique » et, à cet égard, « la CEE peut jouer un rôle important en fournissant une expertise technique et en menant des activités de renforcement des capacités ».

III. Mesurer la pauvreté

A. Introduction

9. Le séminaire était présidé par M. J. Santaella (Mexique) et organisé en collaboration avec l'Autriche et Israël. Dans ses remarques liminaires, M. Santaella a noté que la réduction de la pauvreté est l'une des thématiques les plus importantes dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Il est donc crucial de résoudre les problèmes que soulève la mesure de la pauvreté.

10. Dans son discours d'orientation, M. J. P. Azevedo, de la Banque mondiale, a souligné la nécessité de disposer d'informations fiables et concrètes sur le bien-être de la population. Au sein de la société, certains groupes bénéficient moins que d'autres de la croissance économique et sont davantage affectés en période de crise. Afin que les politiques publiques soient adaptées, il importe de répondre à la demande croissante de données et d'utiliser les nouvelles technologies pour améliorer les processus statistiques.

B. Difficultés méthodologiques soulevées par la mesure de la pauvreté

Documentation : ECE/CES/2017/19 à 20, 28 à 30.

11. La séance était animée par M. Y. Finkel (Israël), sur la base des documents établis par Israël, le Mexique, la Pologne, la Slovaquie et la Suisse. L'animateur a présenté les multiples aspects méthodologiques traités dans ces documents, notamment : portée de la mesure, estimation des tranches supérieures et inférieures dans l'échelle de répartition des revenus, et prise en compte de la fiscalité, des transferts sociaux, de l'épargne et des pensions dans la mesure de la pauvreté.

12. Les points ci-après ont été abordés au cours du débat :

a) Lorsqu'on définit les mesures officielles de la pauvreté au niveau national, on peut considérer comme une bonne pratique d'établir certains indicateurs clefs de la pauvreté en se fondant sur les sources de données les plus fiables disponibles. Pour être représentative de la situation au niveau national, une mesure de la pauvreté devrait être choisie en concertation avec les parties prenantes – décideurs, chercheurs et statisticiens, notamment – et reposer sur une démarche définie d'un commun accord ;

b) Différents groupes de population peuvent être vulnérables selon qu'on définit la pauvreté de telle ou telle manière. D'où l'importance d'utiliser un ensemble d'indicateurs pour déterminer les différents groupes à risque ;

c) Des sources diversifiées et différentes méthodes de collecte des données sont nécessaires pour produire une mesure de la pauvreté qui rende compte de la situation au niveau national. Les bureaux de statistique devraient donc jouer un rôle clef dans la

coordination et l'intégration des sources de données, de façon à garantir la cohérence et un certain degré d'harmonisation ;

d) Le caractère multidimensionnel de la pauvreté rend problématique la communication des données et des indicateurs. Si l'analyse poussée présente une utilité pour les experts et les décideurs, les mesures fondées sur des définitions simples sont mieux adaptées aux besoins du public et des médias. Les outils de visualisation des données sont indispensables pour communiquer avec les différents groupes d'utilisateurs.

C. Comparabilité des mesures de la pauvreté entre pays et dans le temps

Documentation : ECE/CES/2017/21 à 22, 31, 33.

13. La séance a été animée par M. K. Pesendorfer (Autriche), sur la base des documents établis par l'Autriche, la Fédération de Russie, CEI-STAT et Eurostat.

14. L'animateur a noté que l'évolution des besoins stratégiques pose problème pour la mesure de la pauvreté. À l'heure actuelle, les pays utilisent des approches diversifiées et le degré d'harmonisation est variable. La comparabilité d'une période à l'autre est indispensable si l'on veut pouvoir analyser l'évolution de la pauvreté et évaluer l'efficacité des politiques appliquées. Parallèlement, des changements sont nécessaires car les sociétés évoluent et les sources de données et les méthodologies évoluent elles aussi.

15. Les points ci-après ont été abordés au cours du débat :

a) Il n'y a pas de démarche uniforme pour mesurer la pauvreté. Afin qu'elle soit pertinente dans le contexte d'un pays donné, la mesure de la pauvreté devrait prendre en considération les caractéristiques nationales, les différences culturelles et la disponibilité des données. En même temps, une harmonisation des définitions et des méthodologies est nécessaire aux fins de la comparabilité à l'échelle internationale. Il s'agit de trouver un bon équilibre entre la prise en compte des spécificités nationales et la comparabilité entre pays ;

b) L'harmonisation est importante à la fois sous l'angle de l'entrée des données (s'agissant par exemple des données provenant de sources administratives, comme le revenu) et sous celui de la production de données (quand les contextes nationaux varient considérablement, comme c'est le cas pour la privation matérielle) ;

c) L'introduction de nouvelles méthodes compromet la stabilité du cadre de mesure. Il convient donc d'utiliser des méthodes statistiques appropriées pour articuler le présent et le passé lorsqu'on change de méthodes de mesure. Les utilisateurs doivent s'habituer aux estimations instantanées et à la publication de données provisoires.

D. Marche à suivre

Documentation : ECE/CES/2017/32.

16. La réunion-débat sur cette thématique a été présidée par M. J. Santaella. M. A. Surinov (Fédération de Russie), M^{me} L. Ivančíková (Slovaquie) et M^{me} M. Durand (OCDE) y ont participé en tant qu'intervenants. Les points suivants ont été abordés :

a) Des travaux plus poussés sont nécessaires pour déterminer les groupes de population qui présentent un risque plus élevé de pauvreté, et pour résoudre les problèmes liés à la mesure de la tranche la plus basse dans l'échelle de répartition des revenus ;

b) Il faut mener un travail méthodologique supplémentaire pour mieux appréhender les composantes du revenu, telles que les transferts sociaux en nature et les loyers imputés, paramètres qui sont utiles pour l'élaboration des politiques, l'ajustement au coût de la vie et la mesure du bien-être économique ;

c) Il importe d'étudier la dimension longitudinale de la pauvreté ;

d) Si les niveaux de pauvreté évoluent avec le temps, la répartition spatiale de la pauvreté tend à rester sensiblement la même. Il importe de mieux rendre compte de cette

hétérogénéité, d'où la nécessité de disposer de statistiques comparables de haute qualité à l'échelon sous-national ;

e) Une mesure plus complète de la pauvreté devrait inclure la richesse de façon à compléter la mesure habituelle du revenu. Il est nécessaire d'élaborer de nouvelles orientations sur les moyens de combiner mesures du revenu et mesures de la richesse ;

f) Les mesures subjectives de la pauvreté pourraient contribuer grandement à l'appréhension de la pauvreté et viendraient compléter les mesures objectives de ce phénomène.

1. Décision prise par la Conférence

17. La Conférence a constaté que la mesure de la pauvreté en tant que problématique sociale complexe et multidimensionnelle revêt une grande importance pour la formulation des politiques et suscite une demande croissante. La Conférence a recommandé aux bureaux nationaux de statistique d'associer les parties prenantes compétentes au processus visant à déterminer les concepts et les définitions utilisés pour compiler les estimations nationales de la pauvreté.

18. La Conférence a examiné les actions possibles ci-après :

a) Intensifier les efforts pour harmoniser les statistiques de la pauvreté et élaborer des normes afin d'améliorer la comparabilité internationale dans le cadre des dispositifs d'assurance qualité en place ;

b) Veiller à la transparence des approches méthodologiques, des concepts et des définitions, à la clarté et à la cohérence des rapports sur les indicateurs et à la lisibilité des explications en cas d'écarts par rapport aux normes, de modifications méthodologiques ou de discontinuités dans les séries chronologiques ;

c) Élaborer des approches méthodologiques pour mesurer la pauvreté dans les groupes de population difficiles à atteindre, tels que les déplacés internes et les sans-abri ;

d) Mener des travaux méthodologiques pour élargir la définition du revenu utilisée dans l'analyse de la pauvreté de façon à inclure les loyers imputés et les transferts sociaux en nature, qui revêtent une grande importance pour les politiques publiques dans de nombreux pays. Ces travaux devraient prendre en compte les problèmes que soulève la communication d'indicateurs fondés sur les différentes mesures du revenu ;

e) Entreprendre des travaux méthodologiques sur un indicateur de la pauvreté fondée sur les actifs qui viendrait compléter la mesure de la pauvreté monétaire, et permettrait ainsi une bien meilleure compréhension de la pauvreté et de la vulnérabilité à la pauvreté ;

f) Élaborer des outils statistiques solides pour rendre compte de la perception subjective de la pauvreté.

19. La Conférence a demandé au secrétariat et à son bureau de donner suite aux questions abordées au cours du séminaire. À sa prochaine réunion, le Bureau débattrait de la façon de mettre en œuvre les actions de suivi proposées, notamment celles mises en évidence dans le *Guide sur la mesure de la pauvreté*. La Conférence a encouragé ses membres à utiliser la précieuse ressource que constituent les documents établis pour le séminaire et les idées qui y ont été formulées.

IV. Prochaine génération de statisticiens et de spécialistes de la science des données

A. Introduction

20. Le séminaire a été présidé par M^{me} M. Bruun (Finlande) et organisé en collaboration avec Eurostat. Dans ses remarques liminaires, M^{me} M. Kotzeva (Eurostat) a noté

l'importance de la planification stratégique concernant les ressources en personnel et les compétences qui seront nécessaires à l'avenir.

21. Dans son discours d'orientation, M. M. Marcellino (Université Bocconi) a souligné que les données sont un produit et que de nombreux étudiants sont actuellement formés à la technologie et aux techniques permettant d'analyser ce produit.

B. Comment un statisticien officiel peut-il devenir un spécialiste de la science des données ?

Documentation : ECE/CES/2017/23.

22. M. D. Buono (Eurostat) et M^{me} R. Mäkinen (Finlande) ont donné un aperçu général du sujet en s'appuyant sur un document établi conjointement par Eurostat et la Finlande. Ils ont mis en relief les nouvelles compétences et aptitudes requises pour exploiter les sources de données. Ces nouvelles capacités peuvent être utilisées dans l'ensemble du processus de production statistique.

23. Ces nouvelles compétences ne pourront être réunies dans une seule et même personne. Les organismes de statistique devraient constituer et maintenir des équipes collaboratives et multidisciplinaires de spécialistes de la science des données, qui seront capables de comprendre les outils mathématiques et statistiques pertinents, maîtriseront les techniques de programmation, auront un savoir-faire en matière de stockage des données, une connaissance du domaine et le savoir-être qu'impliquent la collaboration et le travail d'équipe, et sauront également utiliser de façon convaincante les outils de communication et de visualisation des données.

C. Rôles futurs des statisticiens

Documentation : ECE/CES/2017/24, 26 et 27.

24. M^{me} T. Laitila (Suède) a présenté les compétences et qualifications que requiert le système de production des statistiques 4.0. Le débat s'appuyait sur les documents établis par l'Allemagne, la Suède et l'Irlande, en collaboration avec le Groupe de haut niveau sur la modernisation de la statistique officielle.

25. Les échanges ont porté sur les rôles et priorités futurs des statisticiens officiels. M. A. Arora (Canada), M. P. Dalton (Irlande) et M^{me} S. von Oppeln-Bronikowski (Allemagne) ont pris part à la discussion, qui était animée par M. E. Baldacci (Eurostat). Les points suivants ont été abordés :

a) L'activité des organismes de statistique a évolué. Leur culture organisationnelle doit donc s'adapter, ce qui pourra impliquer notamment de forger des partenariats avec les milieux universitaires, de créer des communautés de pratique, de proposer des programmes de perfectionnement en interne, de mener un travail de promotion dans les établissements scolaires et de gérer les aptitudes et les performances. Il importe de savoir anticiper l'évolution du rôle des organismes de statistique et de prévoir les implications en termes de compétences nécessaires ;

b) Les responsables des organismes de statistique devraient mettre en place un cadre propice à l'innovation. Il convient d'encourager les programmes et les laboratoires qui innovent et il est utile de constituer des équipes associant des personnels peu enclins à la prise de risque et des innovateurs ;

c) Fournir des produits statistiques davantage orientés vers les utilisateurs nécessite de nouvelles compétences, telles que la capacité de discerner des schémas et d'élaborer une narration statistique à partir de données numériques et l'aptitude à utiliser les données géospatiales.

D. Les universités forment-elles des étudiants à travailler dans les bureaux nationaux de statistique ?

Documentation : ECE/CES/2017/25.

26. M. Y. Finkel (Israël) a donné un aperçu des nouvelles thématiques liées à la formation des statisticiens en mettant l'accent sur les compétences statistiques et en s'appuyant sur le document établi par Israël.

27. Le débat a porté sur les difficultés rencontrées pour recruter de nouveaux personnels. M. L. Sandberg (Norvège), M. D. Kalisch (Australie) et M. F. Coquet (ENSAI) ont pris part à la discussion, qui était animée par M. F. Alsuhaïl (Finlande). Les points suivants ont été abordés :

- a) Le socle de compétences statistiques de base devrait être maintenu ;
- b) Nombre des problèmes auxquels sont confrontés les organismes de statistique nécessitent de faire appel à des compétences différentes, notamment l'aptitude à communiquer, à collaborer avec des interlocuteurs extérieurs à l'organisme, à assurer une bonne gouvernance et à combiner les nouvelles sources de données et les nouvelles technologies ;
- c) Les organismes de statistique ont des difficultés à recruter les personnes possédant le profil nécessaire car celles-ci sont très demandées. Bien souvent, les organismes ne sont pas en mesure de payer le prix voulu pour s'attacher le personnel adéquat étant donné les budgets limités dont ils disposent ;
- d) De plus en plus, les universités proposent des programmes portant sur la science des données et l'analyse des données métier. Les organismes de statistique peuvent tirer profit d'une collaboration étroite avec ces programmes d'étude et, en retour, peuvent offrir des débouchés. Ils auraient intérêt à nouer des liens avec les étudiants aux différentes étapes de leur formation en leur proposant des stages, en organisant des hackathons et en leur offrant d'autres possibilités d'utiliser des données ;
- e) Les nouveaux diplômés talentueux sont désireux de se perfectionner, de tirer parti des opportunités d'apprentissage, d'exploiter pleinement leurs potentialités et ils se soucient de l'impact sociétal que leurs travaux peuvent avoir. Autant d'aspects que les organismes de statistique peuvent mettre en avant pour attirer les spécialistes de la science des données.

E. Résumé et conclusions

28. Les principaux points examinés lors du séminaire ont été récapitulés dans un document de deux pages.

1. Décision prise par la Conférence

29. La Conférence a reconnu l'importance de disposer des compétences et capacités nécessaires pour relever les enjeux auxquels doivent faire face les organismes de statistique.

30. La Conférence a examiné les actions possibles ci-après pour aller de l'avant :

- a) Définir des stratégies pour créer une culture de l'innovation, dans laquelle les activités expérimentales sont encouragées et récompensées, et où les comportements qui étouffent l'innovation sont combattus ;
- b) Étudier comment renforcer les compétences non techniques, par exemple la communication, et comment mettre sur pied des équipes polyvalentes ;
- c) Échanger sur les expériences de partenariats et de collaboration avec les milieux universitaires, les autres organismes gouvernementaux et le secteur public qui ont permis aux organismes de statistique de se doter des compétences requises ;

d) Réfléchir aux moyens grâce auquel les organismes de statistique peuvent acquérir la réputation d'offrir un environnement de travail attractif pour les personnes de talent.

31. La Conférence a approuvé un document de deux pages rendant compte des conclusions du séminaire (joint en annexe au présent rapport). Elle a demandé au secrétariat et à son bureau de donner suite aux questions abordées au cours du séminaire. Elle a encouragé ses membres à utiliser la précieuse ressource que constituent les documents établis pour le séminaire et les idées qui y ont été formulées.

V. Intégrer les données géospatiales et les statistiques officielles

Documentation : ECE/CES/2017/12.

32. Le secrétariat a informé les participants à la réunion plénière de la Conférence des évolutions dans le domaine de la gestion de l'information géospatiale. Les points suivants ont été abordés au cours du débat :

a) Les activités des comités régionaux de l'Initiative des Nations Unies sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale sont de plus en plus intégrées avec celles des commissions régionales. L'intégration est totale en Afrique et en Amérique latine. Une intégration plus poussée serait souhaitable en Europe ;

b) Étant donné la convergence entre les travaux des statisticiens et ceux des spécialistes de l'information géospatiale, les statisticiens en chef ont été encouragés à entrer en contact avec leurs homologues nationaux dans les institutions cartographiques et les services d'information géospatiale afin d'explorer les domaines d'intérêt commun. On a donné des exemples de cas où une telle collaboration est d'ores et déjà en place, et des résultats ainsi obtenus ;

c) Le renforcement des capacités dans les domaines relatifs à l'intégration de l'information statistique et de l'information géospatiale devrait être une priorité.

1. Décision prise par la Conférence

33. La Conférence a pris acte de la décision C (67) relative au renforcement des arrangements institutionnels sur la gestion de l'information géospatiale, adoptée par la CEE à sa session en avril 2017 pour donner suite à la résolution de l'ECOSOC (E/RES/2016/27).

34. La Conférence a reconnu l'importance que revêtent les travaux conjoints entre statisticiens et experts des questions géospatiales. Parmi les domaines de collaboration mis en avant figurent l'élaboration et l'application de cadres statistiques et géospatiaux, les méthodes d'estimation des petites zones, l'intégration des normes, l'information géospatiale en tant qu'outil d'intégration des données administratives et des données statistiques, et une meilleure compréhension des questions de confidentialité. Ces travaux seront importants pour appuyer les séries de recensement de la population et des logements de 2020 et la mesure des progrès réalisés en vue d'atteindre les ODD.

35. La Conférence s'est félicitée qu'il ait été convenu que tous les pays membres de la CEE pourraient participer aux travaux futurs du groupe Europe de l'Initiative des Nations Unies sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale. Des activités de renforcement des capacités seront nécessaires pour appuyer cette participation élargie et favoriser la collaboration dans les domaines définis ci-dessus.

36. La Conférence s'est prononcée en faveur d'une collaboration plus poussée entre la CEE et le groupe Europe de l'Initiative des Nations Unies sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale et a appuyé l'élaboration d'une proposition concrète pour les travaux conjoints, qui ferait l'objet d'une décision par le Comité exécutif de la CEE.

VI. Travaux du Groupe de travail de haut niveau sur la modernisation de la statistique officielle

Documentation : ECE/CES/2017/11.

37. M. P. Dalton (Irlande), président du Groupe de travail de haut niveau sur la modernisation de la statistique officielle, a présenté le rapport annuel du Groupe, qui exposait les principales réalisations et les prochaines priorités de cet organe. Il a également présenté pour approbation les modèles et les cadres élaborés par le Groupe.

38. M. C. S. Cho (République de Corée) a présenté les résultats du séminaire de haut niveau consacré à la démarche axée sur les processus en matière de production statistique, tenu en avril 2017.

39. Les points ci-après ont été abordés au cours du débat :

a) La collaboration sous l'égide du Groupe et de la communauté qui l'entoure revêt une grande importance ;

b) Le Groupe offre un forum pour débattre de thèmes innovants : comment dépasser la statistique traditionnelle avec des financements limités, comment organiser un service de statistique, comment collaborer avec les utilisateurs pour maintenir la pertinence, etc. ;

c) Il faudrait continuer de mettre à jour les modèles et cadres très utiles élaborés par le Groupe, de façon à prendre en compte les progrès de la statistique officielle.

1. Décision prise par la Conférence

40. La Conférence a approuvé le rapport annuel du Groupe de haut niveau sur la modernisation de la statistique officielle, y compris les résultats des activités du Groupe en 2016 et les projets pour le restant de 2017 (ECE/CES/2017/11).

41. La Conférence s'est déclarée résolument favorable à la poursuite des travaux sur la modernisation de la statistique officielle. Les organismes nationaux et internationaux de statistique ont été invités à apporter leur appui au programme de travail du Groupe de haut niveau sur la modernisation de la statistique officielle et à devenir partenaires de la Communauté pour la modernisation des statistiques.

42. La Conférence a approuvé les modèles et cadres élaborés sous la direction du Groupe de haut niveau, à savoir le Modèle générique du processus de production statistique, le Modèle générique d'informations statistiques, l'Architecture commune de la production statistique et le Modèle générique d'activité des organismes statistiques.

VII. Rapports, directives et recommandations élaborés sous les auspices de la Conférence

A. Guide sur la mesure de la pauvreté

Documentation : ECE/CES/2017/5, 5/Add.1.

43. La Conférence a examiné le *Guide sur la mesure de la pauvreté*, qui contient des recommandations devant permettre d'améliorer la comparabilité internationale et la disponibilité des statistiques sur la pauvreté et des métadonnées correspondantes. Avant la réunion plénière, le secrétariat a consulté les membres de la Conférence par voie électronique au sujet du *Guide*. Les observations reçues des pays et des organisations témoignaient d'un large appui en faveur du *Guide*.

1. Décision prise par la Conférence

44. La Conférence a accueilli avec satisfaction le *Guide sur la mesure de la pauvreté*. Elle a chargé l'Équipe spéciale de l'évaluation de la pauvreté de réviser le Guide pour tenir

compte des observations faites lors de la consultation électronique et durant le débat de la réunion plénière de la Conférence. L'Équipe spéciale présentera le Guide révisé et le plan pour la poursuite des travaux au Bureau de la Conférence à sa réunion d'octobre 2017.

B. Statistiques pour les objectifs de développement durable

– Feuille de route

Documentation : ECE/CES/2017/2, 2/Add.1.

45. La Conférence a examiné la Feuille de route sur les statistiques pour les objectifs de développement durable, qui a été élaborée par un groupe directeur coprésidé par les États-Unis et la Suisse. La Feuille de route expose la stratégie à suivre pour fournir des statistiques pour les ODD et donne des orientations aux membres de la Conférence pour mettre en œuvre la *Déclaration sur le rôle des bureaux nationaux de statistique dans la mesure et le suivi des objectifs de développement durable*. Avant la réunion plénière, les membres de la Conférence ont été consultés par voie électronique au sujet de la Feuille de route. Les réponses des pays et des organisations témoignaient d'un large appui en faveur de la Feuille de route.

46. M. B. Rothen (Suisse), coprésident du Groupe directeur sur les statistiques pour les ODD, a informé la Conférence des résultats du Forum régional sur le développement durable, qui s'est tenu à Genève le 25 avril 2017, et de la table ronde sur les données et le suivi organisée dans ce cadre.

47. M^{me} J. Park (États-Unis), coprésidente du Groupe directeur sur les statistiques pour les ODD, a informé la Conférence des résultats de la réunion d'experts sur les statistiques pour les ODD, qui s'est tenue à Genève du 10 au 12 avril 2017, ainsi que de la suite qui lui a été donnée.

48. M^{me} R. Bielak (Pologne), présidente de l'Équipe spéciale sur l'utilisation de plateformes nationales pour la présentation de rapports sur les indicateurs relatifs aux ODD, a informé la Conférence des travaux en cours de l'Équipe spéciale.

49. Les points suivants ont été abordés au cours du débat :

a) La Conférence a approuvé la Feuille de route, document détaillé et bien structuré qui couvre les domaines stratégiques relatifs aux statistiques pour les ODD et formule des recommandations et propositions d'action concrètes ;

b) La Conférence a accueilli avec intérêt le projet pilote sur les flux de données qui sera conduit par le Groupe directeur sur les statistiques pour les ODD. Ce projet pilote guidera l'IAEG-ODD et son groupe de rédaction chargé d'établir des principes directeurs sur les flux de données ;

c) Les participants ont souligné qu'il importait de renforcer le rôle des bureaux nationaux de statistique en tant que coordonnateurs nationaux pour la fourniture des données relatives au Programme 2030 ;

d) La Feuille de route devrait être un document évolutif, qui intégrera dans ses versions ultérieures les évolutions survenues au niveau international.

1. Décision prise par la Conférence

50. La Conférence a approuvé la première édition de la *Feuille de route sur les statistiques pour les objectifs de développement durable*.

51. La Conférence a demandé au Groupe directeur de la CEE sur les statistiques pour les ODD de continuer à coordonner ces travaux dans le cadre de la Conférence, en veillant à assurer une pleine cohérence avec le Groupe interinstitutions et d'experts sur les indicateurs ODD et le Groupe de haut niveau pour le partenariat, la coordination et le renforcement des capacités. Le Groupe directeur devrait faciliter la mise en œuvre de la Feuille de route, en particulier en élaborant des orientations sur les plateformes nationales pour la présentation de rapports, en clarifiant les besoins en matière de renforcement des capacités dans le contexte des ODD et en partageant les données d'expérience lors des futures réunions

d'experts. La Conférence a encouragé les pays à se doter au niveau national de feuilles de route sur les statistiques pour les ODD.

52. La Conférence a demandé au secrétariat de communiquer la Feuille de route aux autres commissions régionales.

C. Ensemble d'indicateurs clefs relatifs aux changements climatiques

Documentation : ECE/CES/2017/3, 3/Add.1.

53. La Conférence a examiné le rapport d'une équipe spéciale, présidée par l'Italie, qui a élaboré un premier *Ensemble de statistiques et d'indicateurs clefs relatifs aux changements climatiques*. Le rapport définit un ensemble initial d'indicateurs clefs relatifs aux changements climatiques, comparables au niveau international, cohérents avec les ODD et le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe et qui peuvent être établis largement à partir du Système de comptabilité économique et environnementale et d'autres cadres statistiques. Avant la réunion plénière de la Conférence, le secrétariat a consulté par voie électronique les membres de la Conférence au sujet du rapport. Les pays et les organisations ont fait des observations utiles pour l'affinement de l'ensemble d'indicateurs et approuvé les méthodes utilisées pour la sélection des indicateurs. La Conférence a souligné la nécessité de poursuivre les travaux pour affiner l'ensemble initial d'indicateurs, élaborer des méthodologies communes et améliorer la disponibilité des données.

1. Décision prise par la Conférence

54. La Conférence a approuvé le rapport de l'Équipe spéciale sur un ensemble initial d'indicateurs clefs relatifs aux changements climatiques élaboré à l'aide du Système de comptabilité économique et environnementale, sous réserve de la prise en compte des observations formulées lors de la consultation électronique.

55. La Conférence est convenue que l'ensemble initial d'indicateurs clefs relatifs aux changements climatiques servirait de point de départ pour une application à titre expérimental et a demandé aux pays participants de communiquer les résultats de cette phase d'essai.

56. La Conférence a prorogé le mandat de l'Équipe spéciale pour qu'elle affine l'ensemble initial d'indicateurs clefs relatifs aux changements climatiques en se fondant sur les résultats de la phase d'essai et qu'elle détermine des méthodologies, des sources de données et des orientations aux fins de la mise en œuvre.

D. Utilité de la statistique officielle

Documentation : ECE/CES/2017/4, 4/Add.1.

57. La Conférence a examiné les *Recommandations sur les moyens de promouvoir, de mesurer et de faire connaître l'utilité de la statistique officielle*, élaborées par une équipe spéciale présidée par le Royaume-Uni. Avant la réunion plénière, le secrétariat a consulté par voie électronique l'ensemble des membres de la Conférence au sujet des Recommandations. Les pays et organisations qui ont répondu ont appuyé fermement les Recommandations et les propositions concernant les travaux à venir.

58. Les points ci-après ont été abordés au cours du débat :

a) À l'ère de la « post-vérité », les statisticiens doivent plus que jamais faire mieux prendre conscience de la haute qualité des statistiques officielles et de leur utilité irremplaçable ;

b) Les bureaux de statistique sont encouragés à bâtir leurs stratégies de communication sur les Recommandations. L'image de marque de la statistique officielle et la confiance qu'elle inspire vont de pair avec son utilité ;

c) Les statisticiens devraient mesurer l'utilité de leurs propres travaux. Les mesures concrètes, en termes monétaires, de l'utilité des statistiques officielles se sont déjà

révélées un moyen efficace de convaincre les décideurs qu'il vaut la peine d'investir dans la statistique officielle. Les modalités de mesure proposées dans les Recommandations devront être mises à l'essai dans la pratique ;

d) L'Équipe spéciale a créé une plateforme wiki des pratiques innovantes qui contribuent à valoriser les statistiques officielles et à faire connaître leur utilité. À mesure que les exemples concluants se multiplient, la plateforme pourrait aider à déterminer les pratiques optimales susceptibles d'être appliquées par l'ensemble des statisticiens ;

e) Les Recommandations devraient être utilisées dans la communication en interne avec le personnel de façon à faire mieux comprendre comment les statistiques éclairent les décisions importantes des pouvoirs publics et des opérateurs économiques. Cette compréhension peut être déterminante, en particulier pour le personnel qui procède aux enquêtes auprès des ménages et des entreprises.

1. Décision prise par la Conférence

59. La Conférence a approuvé les *Recommandations sur les moyens de promouvoir, de mesurer et de faire connaître l'utilité de la statistique officielle*, y compris le cadre de mesure correspondant.

60. La Conférence a accueilli avec satisfaction la plateforme wiki de la CEE sur les meilleures pratiques visant à valoriser les statistiques officielles, mise en place par l'Équipe spéciale, et a invité les pays et les organisations internationales à continuer de partager leurs pratiques innovantes via cette plateforme.

61. La Conférence a approuvé les propositions concernant les travaux à venir, à savoir notamment dresser un bilan des meilleures pratiques partagées via la plateforme wiki et examiner régulièrement l'utilité des statistiques officielles lors des futures réunions d'experts.

62. La Conférence a demandé au secrétariat de lancer l'application à titre expérimental du cadre élaboré pour mesurer l'utilité des statistiques officielles et d'en suivre les résultats afin d'affiner ce cadre.

63. La Conférence a invité instamment les pays à faire en sorte que les Recommandations soient utilisées en interne par les personnels des bureaux nationaux de statistique et en externe pour faire mieux comprendre l'utilité des travaux statistiques.

E. Travaux domestiques non rémunérés

Documentation : ECE/CES/2017/6, 6/Add.1.

64. La Conférence a examiné le *Guide sur l'évaluation des travaux domestiques non rémunérés* établi par une équipe spéciale dirigée par le Royaume-Uni. Le *Guide* traite des concepts et définitions, des méthodes de mesure et des techniques d'évaluation des travaux domestiques non rémunérés, qui constituent un domaine nouveau pour les statisticiens.

1. Décision prise par la Conférence

65. La Conférence a approuvé le *Guide sur l'évaluation des travaux domestiques non rémunérés*. Elle est convenue de la nécessité de poursuivre les travaux dans ce domaine et a encouragé les pays à établir un compte satellite de la production des ménages, comme recommandé dans le *Guide*.

66. La Conférence a demandé au Groupe d'experts sur la comptabilité nationale de suivre l'application du *Guide*.

F. Communication des projections démographiques

Documentation : ECE/CES/2017/7, 7/Add.1.

67. La Conférence a examiné les *Recommandations relatives à la communication des projections démographiques*, établies par une équipe spéciale dirigée par le Canada. Les *Recommandations* visent à promouvoir la mise en commun de bonnes pratiques pour faire connaître les projections démographiques et proposent des mécanismes de collecte et de diffusion de métadonnées sur les projections démographiques nationales et internationales.

68. Les points ci-après ont été abordés au cours du débat :

a) La CEE prévoit de collecter auprès des pays des métadonnées sur les projections démographiques fondées sur les variables incluses dans l'Appendice C des *Recommandations*, et de les mettre à disposition dans une nouvelle base de données sur la plateforme wiki de la CEE ;

b) Les pays ont été invités à appliquer les *Recommandations* et à rendre compte de leur application à l'avenir.

1. Décision prise par la Conférence

69. La Conférence a approuvé les *Recommandations relatives à la communication des projections démographiques*, sous réserve qu'elles prennent en compte les observations formulées lors de la consultation par voie électronique.

VIII. Coordination des travaux internationaux de statistique dans la région de la Commission économique pour l'Europe

A. Résultats des examens approfondis effectués par le Bureau de la Conférence des statisticiens européens

Documentation : ECE/CES/2017/8 à 9 et additifs.

70. Les participants à la réunion plénière de la Conférence ont été informés des résultats des examens approfondis de la mesure de la gouvernance et de l'intégration des données, effectués récemment par le Bureau de la Conférence en octobre 2016 et février 2017, respectivement. Avant la réunion plénière, le secrétariat a procédé à une consultation électronique sur les résultats des examens. Tous les pays et organisations internationales qui ont répondu ont appuyé ces résultats. La Conférence a encouragé à utiliser activement les documents relatifs aux examens approfondis, qui offrent une source d'information privilégiée sur les progrès réalisés dans certains domaines statistiques.

1. Décision prise par la Conférence

71. La Conférence a approuvé les résultats des examens approfondis de l'intégration des données, sur la base d'un document établi par la CEE et le Groupe de haut niveau sur la modernisation de la statistique officielle, et de la mesure de la gouvernance, sur la base d'un document établi par le Mexique, la Turquie et l'OCDE, et a indiqué que tous les documents relatifs aux examens approfondis sont disponibles à l'adresse www.unecce.org/stats/ces/reviews.html.

72. Le projet du Groupe de haut niveau sur l'intégration des données se poursuivra en 2017. Le Bureau de la Conférence décidera en février 2018 de la suite à donner éventuellement à l'examen, compte tenu des résultats du projet.

73. La Conférence a souligné l'importance que revêt la mesure de la gouvernance, une problématique nouvelle à laquelle il faut prêter une plus grande attention. La Conférence est convenue qu'il pourrait être nécessaire de poursuivre les travaux dans ce domaine, pour donner suite à l'étude du Groupe de Praia sur les statistiques de la gouvernance et en tenant compte des travaux de l'OCDE qui portent sur cette question.

B. Échange et partage de données économiques

Documentation : ECE/CES/2017/10, 10 ADD.1.

74. Les participants à la réunion plénière de la Conférence ont été informés des résultats de l'examen approfondi de l'échange et du partage de données économiques mené par le Bureau de la Conférence en octobre 2016, ainsi que du mandat de la nouvelle équipe spéciale mise en place sur cette question. Les résultats de l'examen ont fait l'objet d'une consultation électronique avant la réunion plénière de la Conférence. Tous les pays et organisations qui ont répondu ont appuyé ces résultats et certains ont formulé des avis pour la poursuite des travaux.

75. Les points ci-après ont été abordés au cours du débat :

a) Pour que le partage de données soit accepté et qu'une solution praticable soit élaborée, il convient de définir clairement la finalité du partage ;

b) Les spécialistes de la comptabilité nationale doivent avoir accès à toutes les données nécessaires pour dresser un tableau complet et exact des activités des entreprises multinationales à l'intérieur des frontières du pays. La première des priorités est de compiler des données cohérentes à l'échelle nationale sur les grandes multinationales dans les différents domaines statistiques. En effet, le partage de données incohérentes risque d'engendrer la confusion au lieu de résoudre les anomalies ;

c) Le partage des données même au niveau agrégé est d'une grande utilité. Toutefois, les bureaux de statistique doivent trouver des solutions pour partager les données granulaires dès lors que la confidentialité et la confiance des répondants peuvent être garanties. Les décideurs réclament davantage de données granulaires. Si les statistiques officielles ne sont pas en mesure de fournir ce niveau de détail, les décideurs utiliseront les données provenant d'autres sources ;

d) Il est nécessaire d'élaborer des solutions innovantes, qui permettent de collecter les données d'une manière cohérente une seule fois et de les utiliser ensuite à différentes fins. Rassembler des experts juridiques, des informaticiens et des statisticiens peut aider à faire progresser ces travaux ;

e) Des essais à titre expérimental pourraient aider à déterminer quelles données devraient être partagées au niveau international et comment procéder dans la pratique ;

f) Se rendre dans les entreprises peut aider à résoudre les incohérences entre les données issues de différentes sources. Les visites sur place peuvent aussi permettre d'avoir accès à des données qui n'existent pas forcément au niveau national et doivent être recueillies auprès d'autres filiales de la multinationale.

1. Décision prise par la Conférence

76. La Conférence a approuvé le résultat de l'examen approfondi de l'échange et du partage de données économiques, sur la base d'un document établi par la Finlande. La Conférence a demandé à l'Équipe spéciale sur l'échange et le partage de données économiques de prendre en compte les points abordés au cours du débat.

77. La Conférence a souligné qu'il était urgent et important de partager des données pour améliorer la qualité des statistiques tout en respectant pleinement la confidentialité des données fournies par les répondants. La Conférence a noté qu'il est essentiel, dans un premier temps, d'harmoniser les données au niveau national et est convenue que la mise en place d'équipes spéciales chargées des grandes entreprises complexes au sein des bureaux nationaux de statistique est un préalable si l'on veut disposer de données cohérentes. La Conférence s'est dite favorable à la création d'un réseau international d'experts s'occupant des données de telles entreprises.

78. La Conférence a accueilli avec satisfaction la mise en place de l'Équipe spéciale sur l'échange et le partage de données économiques et a souligné la nécessité d'exploiter les avantages du travail en collaboration avec d'autres organisations internationales et nationales. La Conférence a demandé à l'Équipe spéciale de lui faire rapport en début de

mandat, afin d'aider les bureaux de statistique à remédier aux asymétries dans les flux transfrontières résultant de la mondialisation de la production, du commerce et des financements. La Conférence a demandé à l'Équipe spéciale d'élaborer des modalités innovantes d'échange de données et de les appliquer à titre expérimental pour voir comment elles pourraient fonctionner dans la pratique.

IX. Sous-programme statistique du programme de travail de la Commission économique pour l'Europe

A. Rapports de la Conférence ainsi que du Bureau et des équipes de spécialistes

Documentation : ECE/CES/2017/15 et additifs.

79. La Conférence a accueilli avec satisfaction le travail accompli par la Division de statistique de la CEE dans la mise en œuvre du programme statistique pour 2016.

1. Décision prise par la Conférence

80. La Conférence a confirmé les décisions du Bureau telles qu'indiquées dans les rapports de leurs réunions et approuvé le rapport sur la mise en œuvre du programme statistique pour 2016 de la CEE (ECE/CES/2017/15).

B. Documents concernant la planification du sous-programme statistique de la Commission économique pour l'Europe

Documentation : ECE/CES/2017/13, 14.

81. La Conférence a passé en revue le programme statistique de la CEE pour 2017 et les documents concernant la planification du sous-programme statistique établis dans le cadre du cycle biennal de planification et d'établissement de rapports du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. Le Bureau de la Conférence a adopté ces documents à ses réunions d'octobre 2016 et février 2017.

1. Décision prise par la Conférence

82. La Conférence a adopté le programme statistique de la CEE pour 2017 (ECE/CES/2017/14), y compris la liste des réunions prévues, et le programme de travail pour 2018-2019, y compris le programme des publications (ECE/CES/2017/13).

83. La Conférence a souligné combien il importait de publier en tant que documents officiels et de traduire dans les trois langues officielles de la CEE (anglais, français et russe) les principaux documents de sa réunion plénière et de ses réunions en 2017-2018 dans les domaines suivants :

- a) Statistiques environnementales et statistiques multisectorielles ;
- b) Statistiques démographiques et sociales (statistiques différenciées selon le sexe, recensements de la population et des logements) ;
- c) Statistiques économiques (comptabilité nationale, production mondiale, registres des entreprises, prix à la consommation et qualité de l'emploi) ;
- d) Modernisation de la statistique (gestion et formation des ressources humaines) ;
- e) Statistiques pour les Objectifs de développement durable.

84. Les principaux documents sont notamment l'ordre du jour provisoire, le rapport et un document principal pour chaque subdivision d'un point inscrit à l'ordre du jour. Pour la réunion plénière de la Conférence, parmi les principaux documents figurent aussi six documents pour chaque sous-session.

X. Choix des thèmes des séminaires à organiser au cours de la réunion plénière de 2018 de la Conférence des statisticiens européens

Documentation : ECE/CES/2017/17.

85. Compte tenu des résultats de l'enquête menée auprès des membres de la Conférence en mars-avril 2017 et de la recommandation formulée par le Bureau de la Conférence, les thèmes ci-après ont été retenus pour les séminaires qui seront organisés lors de la réunion plénière de 2018 :

A. Mesurer ce qui compte – élargir la statistique officielle

Organisateurs : Pologne, en collaboration avec Israël, la Nouvelle-Zélande et la Slovaquie.

Documents proposés par : États-Unis, France (à confirmer), Israël, Italie, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Roumanie, Slovaquie (à confirmer), Suède (à confirmer), Eurostat et FMI (à confirmer).

B. Faire passer le message : réflexions stratégiques sur la modernisation de la communication statistique

Organisateurs : Monténégro, en collaboration avec l'Albanie, le Mexique et les Pays-Bas.

Documents proposés par : Allemagne, Australie, Belgique, Croatie (à confirmer), États-Unis, Israël, Norvège, Pays-Bas, Suède, Eurostat et OCDE.

86. Le Bureau de la Conférence examinera les modalités et l'organisation des séminaires à sa réunion d'octobre 2017.

IX. Élection du Bureau de la Conférence

Documentation : ECE/CES/2017/18.

87. Conformément aux règles régissant les travaux de la Conférence, et sur la base de la proposition faite par M^{me} A. Zigure, statisticienne en chef la plus ancienne présente à la Conférence et qui en a été précédemment Vice-Présidente, la Conférence a élu les membres ci-après du Bureau pour le mandat couvrant la période 2017-2019 :

M^{me} M. Bruun (Finlande), présidente ;

et les vice-présidents suivants :

M. S. Mnatsakanyan (Arménie) ;

M. K. Pesendorfer (Autriche) ;

M. A. Arora (Canada) ;

M. M. Kristof (Croatie) ;

M. J. Santaella (Mexique) ;

M^{me} L. MacPherson (Nouvelle- Zélande) ;

M. J. Pullinger (Royaume-Uni).

XI. Questions diverses

88. La réunion plénière de la Conférence de 2018 se tiendra du 18 au 20 (matin) juin 2018 à Genève, juste avant la réunion du Comité des statistiques et de la politique statistique de l'OCDE.

Annexe

Séminaire sur la prochaine génération de statisticiens et de spécialistes de la science des données

Note établie par les organisateurs du séminaire (Finlande et Eurostat)

1. La réunion plénière de la Conférence a examiné les compétences et les aptitudes nécessaires pour relever les défis posés par un univers nouveau fondé sur les données, où les statistiques devraient être mieux intégrées afin d'appuyer l'élaboration des politiques et la prise de décisions. Le séminaire a utilisé twitter pour dialoguer avec les participants et compléter les débats.

2. Les résultats essentiels du séminaire ont été les suivants :

a) Afin de demeurer compétitifs et crédibles en tant que fournisseurs de données officielles, les organismes de statistique sont tenus d'investir de façon significative dans les techniques statistiques modernes. La révolution des données engendre de nouveaux besoins chez les utilisateurs et une concurrence plus vive de la part du secteur privé ;

b) Les progrès des outils statistiques utilisés pour l'analyse des (méga)données ont permis d'accroître la valeur ajoutée des données. Cette valeur ajoutée peut tenir au fait que les données sont rapidement disponibles, plus précises et couvrent « l'ancienne » production statistique (économie, entreprises, etc.) mais elle peut aussi découler des nouveaux indicateurs ;

c) La combinaison des sources administratives, des données d'enquête, des informations géospatiales et des nouvelles sources de (méga)données peut contribuer à une importante valeur ajoutée, lorsqu'elle est intégrée avec succès dans les systèmes de production statistique ;

d) Les organismes de statistique qui adoptent le traitement massif des données devraient procéder à une analyse critique de la fiabilité et de l'utilité des nouvelles sources de données et de la méthodologie appliquée. En particulier, il faut prendre en compte les questions concernant la collecte et la gestion de mégadonnées pour la statistique officielle, la confidentialité et la protection des données provenant des sources de mégadonnées, et la nécessité d'améliorer l'accès aux données tout en préservant la vie privée et la confidentialité ;

e) Former efficacement la prochaine génération de spécialistes de la statistique officielle sera l'un des enjeux déterminants pour les années à venir ;

f) Les compétences sur lesquelles l'émergence des nouvelles sources de données a le plus d'incidences sont : i) les compétences statistiques, ii) la gestion des techniques informatiques et iii) d'autres compétences telles que le leadership, la créativité et la communication ;

g) Ces nouvelles compétences ne pourront être réunies dans une seule et même personne. Les organismes de statistique devraient envisager de constituer et maintenir des équipes collaboratives et multidisciplinaires de spécialistes de la science des données. Ces équipes seront capables de comprendre les outils mathématiques et statistiques pertinents appliqués, maîtriseront les techniques de programmation, auront un savoir-faire en matière de stockage des données, une connaissance du domaine et le savoir-être qu'impliquent la collaboration et le travail d'équipe ; elles sauront également utiliser de façon convaincante les outils de communication et de visualisation des données ;

h) Les organismes de statistique peuvent bénéficier du réseau des pairs en mettant en commun les meilleures pratiques. Le Groupe de haut niveau de la CEE sur la modernisation de la statistique officielle a proposé un cadre commun de développement des compétences qui sert de guide pour tous les organismes de statistique désireux de mettre au point la boîte à outils de la science des données ;

i) Il existe des exemples importants de collaboration avec les établissements d'enseignement supérieur qui pourraient être repris ailleurs. Certaines universités proposent ainsi des programmes de master en statistique officielle et entretiennent des liens étroits avec les organismes de statistique ;

j) De plus en plus, les universités proposent des programmes portant sur la science des données et l'analyse des données métier. Les organismes de statistique peuvent tirer profit d'une collaboration étroite avec ces programmes d'étude et, en retour, peuvent offrir des débouchés (stages et autres modalités de formation pratique) aux étudiants à différents niveaux ;

k) Les nouveaux diplômés talentueux sont désireux de se perfectionner, de tirer parti des opportunités d'apprentissage, d'exploiter pleinement leurs potentialités et ils se soucient de l'impact sociétal que leurs travaux peuvent avoir. Autant d'aspects que les organismes de statistique peuvent mettre en avant pour attirer et recruter des spécialistes de la science des données ;

l) Les organismes de statistique peuvent communiquer sur l'importance des statistiques à l'ère de la « post-vérité » ;

m) Les organismes de statistique peuvent prêter une attention particulière aux besoins des utilisateurs qui ont évolué dans le sens d'une sophistication croissante. On observe une demande pour des produits statistiques fondés sur des modèles élaborés et le traitement massif des données, à condition que l'incertitude statistique correspondante soit correctement signalée ;

n) L'utilisateur avancé peut être amené à contester les pratiques courantes des organismes de statistique, en ayant accès aux bases de données et aux codes qui sont utilisés dans le processus de production des statistiques (par exemple dans le cadre d'un projet de recherche scientifique).

3. La conférence a permis de progresser vers l'objectif visé en exposant les compétences nécessaires pour produire des statistiques d'une haute qualité à l'avenir, et en examinant comment les organismes de statistique peuvent se doter de ces compétences, les développer et les conserver. En particulier, les institutions statistiques sont encouragées à travailler en collaboration plus étroite les unes avec les autres, à investir dans les domaines prioritaires clefs et à nouer des liens plus solides avec les établissements d'enseignement de façon à pouvoir disposer des compétences nécessaires.

4. Les travaux ultérieurs dans ce domaine pourraient consister notamment à :

a) Partager les expériences des pays en ce qui concerne les moyens de créer une culture de l'innovation qui encourage et récompense les activités expérimentales ;

b) Étudier comment les nouvelles compétences (notamment les compétences non techniques) peuvent être intégrées dans les organismes de statistique. Une démarche particulièrement fructueuse pourrait être de constituer des équipes réunissant à la fois des compétences techniques et des compétences non techniques. Même si les qualifications techniques sont appelées à prendre une importance croissante avec la révolution des données, l'expertise portant sur le domaine étudié devrait toujours constituer le socle de compétence dans une équipe efficace ;

c) Mettre en commun les données d'expérience sur les moyens de rechercher activement des partenariats et d'autres modalités de collaboration avec la communauté universitaire, les autres organismes gouvernementaux et le secteur privé, en partageant en particulier les exemples de partenariats qui ont permis aux organismes de statistique de se doter des compétences nécessaires ;

d) Étudier comment les organismes de statistique pourraient acquérir la réputation d'offrir un environnement de travail attractif pour les personnes de talent ;

e) Renforcer la collaboration avec les universités en concluant des accords officiels de haut niveau ;

f) Envisager la possibilité pour les organismes de statistique de proposer des programmes d'enseignement qui répondent directement aux nécessités de la statistique

officielle. De tels programmes pourraient inclure les cours pertinents sur la science des données ;

g) Nouer des liens avec les étudiants aux différents stades de leur formation en leur proposant des stages, en organisant des hackathons et en leur offrant d'autres possibilités d'utiliser des données.
